



Osons le progrès !

#LEMONDEAPRÈS

## Et l'urgence climatique

La crise sanitaire est un cataclysme : social, économique, humain... Elle est à la fois le plus grand danger et la plus grande opportunité pour la crise écologique.

Le plus grand danger car à son terme, il faudra reconstruire rapidement les économies ; le plus simple étant encore de faire « comme avant », de remiser l'urgence climatique parmi les priorités secondaires au titre de la relance de l'économie productive.

**La plus grande opportunité aussi si nous savons en tirer les conclusions nécessaires.** De cette crise sanitaire, nous en tirons deux éléments clés :

D'une part, le **lien entre santé et environnement** : notre consommation et nos modes de production, notre course effrénée à la croissance et notre vision de court terme ont généré et accéléré le développement du virus. Il est le stigmate d'une globalisation non maîtrisée, faite au détriment du vivant.

D'autre part, nous tirons de la crise sanitaire un grand nombre d'enseignements. **Certaines solutions retenues pour lutter contre le virus peuvent être appliquées à la lutte contre le changement climatique.** En cela, nous devons transposer ce qui pourrait fonctionner pour construire une vision plus vertueuse, plus humaine, plus solidaire et plus durable.

MAI 2020

## LE REDACTEUR



### Julien MARCHAL

Ingénieur, ancien conseiller d'Emmanuel Macron et de François Hollande, Julien est spécialiste des questions énergétiques et environnementales. Expert des énergies marines, il défend la conviction qu'il est possible et indispensable de réconcilier économie et écologie.

## OSONS LE PROGRES

Face à la montée des populismes et à l'échec des partis traditionnels à renouveler leurs systèmes de penser, Osons le Progrès se donne la mission de **définir le progrès**.

C'est une tâche difficile. Souvent, le progrès se définit « en creux ». Nous souhaitons en *découvrir* une définition positive. Mais il s'agit de l'affirmer positivement. Pour cela, voici nos points cardinaux :

- Le progressisme est **humaniste**, face à toute tentation xénophobe ou autoritaire.
- Le progressisme est une **écologie**, face à l'obscurantisme qui nie la crise climatique.
- Le progressisme est profondément **européen**, face à ceux qui veulent briser la plus réussite pacifiste.
- Le progressisme est **solidaire**, face à l'accumulation des inégalités.
- Le progressisme est **girondin**, face à la tentation de concentrer les décisions publiques.
- Le progressisme est **libéral**, face à la tendance à accumuler des pouvoirs économiques.
- Le progressisme est **responsable**, face à la croyance aveugle en la technologie.

Nous mettons en commun nos réflexions pour imaginer une société de progrès.

**#LEMONDEAPRÈS** est une initiative lancée par Osons le Progrès. Ce collectif s'est construit sur la base d'une conviction : la pandémie du coronavirus va changer le monde dans sa structure, ses équilibres, ses priorités. Elle nous oblige à revoir toute la donne. Prenons les choses une par une.

**Nous devons construire les bases saines de ce nouveau monde : l'écologie et l'adaptation au changement climatique, la lutte contre les inégalités, le renouveau démocratique, la réinvention de nos modèles de développement.**

Experts, militants associatifs ou politiques, citoyens, tous sommes investis pour penser le monde après.

## QUE TRANSPOSER DE LA CRISE SANITAIRE VERS LA CRISE ECOLOGIQUE ?

Le Président de la République l'a dit : une fois l'épidémie vaincue, le monde aura changé ! Il est sans doute trop tôt pour savoir quand cette victoire viendra, mais pas pour réfléchir sur la manière dont le modèle doit changer.

En fonction de leurs sensibilités, certains y voient un appel à rendre le monde soutenable écologiquement ; d'autres à dessiner un monde plus solidaire qui en finirait avec un projet de société réduit au profit de court terme au détriment des conditions sociales.

Il est vrai que le confinement et la crise sanitaire conduisent à revenir aux valeurs essentielles, au premier rang desquelles la liberté de mouvement et la liberté de voir ses proches, entravées actuellement. Il est tentant d'extrapoler et de se dire qu'elle sera aussi l'occasion de s'interroger sur une autre valeur fondamentale : la capacité à survivre, c'est-à-dire à ne pas détruire l'environnement qui nous fait vivre.

**Cependant il faut être réaliste. A l'horizon de la sortie de crise, le plus probable semble un retour rapide à la vie d'avant sauf en matière de santé, de transports et de de conditions de travail où des changements profonds auront lieu.**

**A moyen terme en revanche, des changements économiques profonds sont possibles. Mais ces changements ne seront pas spontanés et n'interviendront que si les plus hauts dirigeants publics, privés et associatifs s'accordent sur ces changements et lancent un nouveau Bretton Woods pour s'attaquer aux dérives écologiques de nos modèles de développement :** réchauffement climatique en premier lieu mais également perte de biodiversité, surconsommation, pollution de l'air, des sols et des eaux, artificialisation des sols...

Les différences sont très importantes entre la crise sanitaire et la crise écologique. La transposition automatique des méthodes de l'une à l'autre n'est donc pas possible.

La crise sanitaire actuelle fait l'objet de mesures extrêmes de confinement qui portent atteinte à nos libertés fondamentales, et nous l'acceptons car la crise sanitaire est perceptible pour tous :

- i. l'enjeu est bien perçu et de court terme : sauver des milliers de vies dans les prochains mois, y compris celles de nos proches ou la nôtre ;
- ii. ces mesures sont perçues comme temporaires avec comme idée que d'ici l'été ou au pire l'année prochaine tout rentrera dans l'ordre ;
- iii. on peut agir au niveau individuel pour protéger ses proches et on peut agir à l'échelle du pays car la progression du virus est un sujet local par essence ;
- iv. l'impact économique est perçu comme majeur mais bref et tous les Gouvernements et banques centrales prennent des mesures pour « collectiviser » cet impact afin de relancer au plus vite l'économie.

La crise écologique ne bénéficie pas d'une même prise de conscience car elle s'inscrit dans des temps longs et des enjeux globaux :

- i. l'enjeu de sauver des vies et nos modes de vie dans 30 à 50 ans est mal perçu car lointain et diffus ;

- ii. les efforts s'étalent sur des dizaines d'années, nécessitent des changements de comportements pérennes, des restrictions comportementales (prendre moins l'avion par exemple) en contradiction avec nos modes de vie actuels ;
- iii. l'action isolée au niveau individuel, au niveau de la France ou même au niveau de l'UE aura un impact très faible : par exemple l'UE produit moins de 10% des émissions de gaz à effet de serre mondiales ;
- iv. le remodelage de l'activité économique est majeur et doit être durable : fin des produits à usages uniques, prix du carbone, remodelage du tissu péri-urbain, restriction d'importation de nombre de produits (huile de palme par exemple) etc.

Ainsi, se pose à chacun d'entre nous une question : au lendemain de l'épidémie, que voudrions-nous faire individuellement ? Aller voir nos proches, pleurer les disparus et saluer les héros en blouse blanche... Mais rapidement reviendra l'envie d'aller voir la mer le temps d'un week-end, d'aller visiter New-York ou partir à Marrakech en vacances, ou plus quotidiennement l'envie de se faire un barbecue ou d'aller manger en terrasse d'un restaurant, l'envie d'acheter des nouveaux habits, de visionner des séries sur Netflix, d'aller au cinéma... Bref l'envie de profiter de la vie comme nous le faisons avant la crise, car l'avant-crise nous apparaîtra comme un passé si ce n'est heureux au moins familier et désirable à retrouver après la parenthèse d'une crise sans précédent. Cette question se posera avec d'autant plus de prégnance que le confinement a souligné bien des clivages sociaux, entre les confinés dans leurs résidences secondaires et ceux dans leurs appartements trop petits ; entre les CSP+ télétravaillant et les métiers pénibles et précaires plus exposés ; entre des salariés dont l'emploi n'est pas en risque et ceux qui savent déjà qu'ils l'ont perdu...

De la même manière au lendemain de l'épidémie que voudrions-nous faire en tant que dirigeants d'entreprises ou salariés ? Simplement travailler comme avant pour retrouver un rythme familier, nos habitudes et pour beaucoup notre salaire. Il faudra relancer la machine dans chaque entreprise : rouvrir les commerces, engager des démarches marketing intenses pour renouer le lien avec le consommateur. Et des millions de travailleurs n'auront pas cette chance et iront accroître les rangs du chômage, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'artisanat et du commerce de proximité. Pour eux, comme pour beaucoup d'autres, la priorité sera celle des fins de mois pas celle du changement climatique ou de la perte de biodiversité dans les décennies à venir.

Enfin, au lendemain de l'épidémie, que voudrions-nous faire collectivement en tant que société ? D'abord revenir à une forme de normalité : tenir les élections, réengager des débats politiques, refaire fonctionner les administrations ... et tirer les leçons de la crise sanitaire pour se prémunir de nouvelles crises sanitaires et renforcer notre capacité d'action en cas de survenance : augmenter le personnel hospitalier, rapatrier la production de certains matériels médicaux en France et remodeler en profondeur le système de santé.

Voudrions-nous, au-delà de cela, refonder notre société et si oui, pendant combien de temps ? Cette volonté sera-t-elle par ailleurs suffisamment partagée et cohérente au niveau européen ? La lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité seront-elles au cœur de ces changements profonds ou au contraire chassées par de nouvelles priorités plus immédiates dont la préservation de l'emploi et de l'appareil économique ?

Il n'est pas évident que la crise sanitaire conduise à un changement de société soutenable d'un point de vue environnemental car la crise écologique nécessite des changements structurels : refonder notre système agricole, produire localement et en circuit court, sortir de la société de tout-jetable et du plastique, remodeler en profondeur l'espace périurbain

dépendant de la voiture, intégrer l'impact carbone et biodiversité dans les décisions des entreprises, ou même tenter de contrôler la population nationale et mondiale (pour ceux qui pensent que nous sommes trop d'humains sur Terre)... Tous ces changements structurels, nécessaires pour se prémunir du changement climatique et augmenter notre bien-être collectif, seront-ils réellement mis sur la table ? Les instruments utilisés pour la crise sanitaire peuvent-ils s'appliquer à ces changements ?

En d'autres termes qu'est-il donc possible et souhaitable de transposer de la crise sanitaire vers la crise climatique ?

## CE QUI SE TRANSPOSE DE LA CRISE SANITAIRE VERS LA CRISE ECOLOGIQUE

**Tout d'abord, et c'est essentiel, suivre les recommandations des scientifiques, ou plus exactement avoir des interactions riches et transparentes entre la décision politique et la recommandation scientifique.** Ce qui a fait basculer vers le confinement la plupart des dirigeants initialement enclins à l'atténuation et l'immunité collective, ce sont les données scientifiques et la présence dans beaucoup de pays de « collègues » ou de « conseils » scientifiques directement en lien avec les chefs d'Etat et les Gouvernements et ayant accès à la presse.

Cela ne veut pas dire nécessairement que le politique doit adopter toutes les mesures proposées par les scientifiques car le monde scientifique n'est pas en responsabilité devant la population et n'a pas nécessairement une vision globale. En cas de désaccords, comme par exemple sur le fait de maintenir un confinement pour les seniors, il est important que les raisons soient expliquées de manière transparente. C'est cette interaction riche entre politiques et experts qui permet d'avancer concrètement.

Pour la crise écologique, nous disposons en France d'un Haut Conseil pour le Climat et d'experts reconnus, mais leurs recommandations sont-elles écoutées, discutées et débattues y compris au Parlement et par les partenaires sociaux ? Au niveau Européen, nous ne disposons pas d'un tel conseil scientifique climatique. Au niveau International nous disposons du GIEC et d'organes similaires sur la biodiversité mais ils n'ont pas nécessairement l'accès aux dirigeants politiques. Enfin nombre de pays émergents ne disposent pas de Conseils scientifiques ou ces conseils n'ont pas un accès aux plus hauts dirigeants. Enfin, dans quelques pays, USA et Brésil en tête, les dirigeants contestent le contenu même de la science écologique.

***Mesure 1 : Faire en sorte que les recommandations du haut conseil pour le Climat soient débattues publiquement chaque année par le Gouvernement, le Parlement et les partenaires sociaux.***

***Mesure 2 : Créer un haut conseil pour le climat au niveau européen.***

**Ensuite, et c'est exceptionnel, les entreprises et les partenaires sociaux adhèrent et cautionnent les mesures prises par les Gouvernements dans la lutte contre le covid.** Certaines contribuent même à l'effort de réaction via la production de masques, la livraison de produits... Cette adhésion des acteurs économiques favorise l'adhésion de la population aux mesures de confinement même si cette adhésion ne va pas jusqu'au soutien à l'action du Gouvernement. Ce front n'existe pas encore en matière de lutte contre le réchauffement

climatique et de perte de biodiversité où de nombreux lobbys (dans le sens neutre du terme = quelqu'un qui défend ses intérêts) promeuvent des mesures qui ne sont pas compatibles avec la transition écologique. Il y a bien sûr les lobbys « évidents » comme celui des pesticides ou des énergies fossiles ; mais il y a plus insidieux : les entreprises qui influencent les préférences des consommateurs vers des produits moins bons pour la Planète. Un très bel exemple est l'émergence des SUV et autres crossovers : les fabricants savent que ces véhicules consomment plus d'espace et de carburant que des voitures citadines et ils savent que leurs caractéristiques (4x4, châssis élevé, masse...) sont d'une utilité faible pour des personnes habitant en agglomération, mais ils ont fait naître ce besoin chez les consommateurs et désormais luttent contre le durcissement des normes d'émissions précisément parce que cette gamme de véhicules a du mal à les respecter. Malgré ces lobbys il est possible de dépasser ces difficultés et de créer un front uni pour le climat et la biodiversité. Cela passe par des objectifs clairs de long terme (des objectifs de longs termes sont généralement acceptés par chaque secteur quand ils sont transparents et leur permettent de prévoir la trajectoire d'adaptation) et par la définition d'un chemin y allant progressivement – chemin dont la puissance publique ne déviara pas. Ces chemins impliquent pour beaucoup des changements de règles du jeu par secteur : par exemple se mettre à taxer le kérosène dans l'aviation, forcer un pourcentage de matière biosourcée dans les emballages, plus réguler les flux en villes... Ces changements de règles du jeu sont par essence des décisions politiques.

**Mesure 2 : définir pour chaque secteur, et faire accepter par les syndicats patronaux et salariés, des objectifs de décarbonation à moyen et long terme ainsi qu'un chemin pour y parvenir. Ce chemin, qui tiendra compte des recommandations des scientifiques, peut contenir des outils réglementaires, normatifs ou fiscaux.**

En troisième lieu, la crise sanitaire a mis en lumière certains effets pervers d'une mondialisation excessive sur les chaînes d'approvisionnement. L'Europe est « captive » de la production de médicaments, de masques et de gel hydroalcoolique produits notamment en Chine. Cette dépendance industrielle à l'Asie n'est bien sûr pas spécifique à la santé, elle est générale à toute l'industrie. Elle résulte d'un laisser-faire depuis 20 à 30 ans : il s'agit donc d'une décision politique, car laisser-faire est une décision alors que certains leviers auraient pu être activés notamment les droits de douanes et la politique industrielle européenne. Si la relocalisation de certains secteurs stratégiques comme la santé ou l'alimentation semble acquise et incontournable, ce n'est pas le cas des autres secteurs.

Cette dépendance industrielle est une barrière importante dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité car elle signifie qu'en tant que Français et Européens nous avons accepté de ne plus maîtriser les impacts climatiques et environnementaux dus à notre consommation de produits courants (plastique, électroménager, électronique, acier, terres rares...), c'est-à-dire d'abandonner une partie de notre souveraineté écologique. Le même constat vaut sans doute au niveau social : si la mondialisation a permis de sortir de la misère de centaines de millions de personnes, il semble légitime de questionner aujourd'hui son impact sur la paupérisation des classes moyennes dans les économies développées et la montée du populisme qui en a découlé.

Ce questionnement interroge jusqu'aux ferments de convictions économiques. Seule une réponse collective solide permettra de changer les règles du jeu. Les pays européens et l'UE doivent retrouver leur souveraineté, au risque d'être entraînés par les multinationales dans une concurrence sociale et fiscale encore plus forte entre pays.

**Mesure 3 : Européaniser, c'est à dire aligner géographiquement la production et la consommation à l'échelle continentale. Cette européanisation d'une partie de la production industrielle passe par des décisions politiques majeures des dirigeants européens qui méritent une réflexion approfondie. Il s'agit en effet d'une réorientation qui n'advient pas spontanément et nécessite un changement profond des règles du jeu commercial sur certains secteurs (ex : mise en place de droits de douanes suffisants ou de quotas, comptabilité carbone, bonus-malus selon les conditions sociales de fabrication), la redéfinition d'une véritable politique industrielle européenne mais également des changements en matière d'organisation du travail et de compétitivité. La relocalisation de certains secteurs stratégiques suite à la crise sanitaire (santé, agriculture, voire sécurité) peut créer un effet d'entraînement en montrant qu'il est possible de relocaliser.**

## **CE QUI NE SE TRANSPOSE PAS DE LA CRISE SANITAIRE VERS LA CRISE CLIMATIQUE**

La crise sanitaire conduit à s'interroger sur le rapport entre la rémunération et l'utilité sociale de chaque profession. Elle pose la question de la justice sociale ainsi que celui de la valeur du travail.

Le marché du travail actuel, basé sur la rareté de la compétence et la contribution à la valeur ajoutée (bien souvent confondu avec la rareté du diplôme de départ) et sur une mise en concurrence des salariés du monde entier montre aujourd'hui ses limites.

De la crise sanitaire découlera probablement des primes et revalorisations pour les soignants, mais il semble peu probable qu'une réflexion structurelle s'engage sur l'ensemble des questions de la rémunération du travail : personnel soignant, agriculteurs, métiers « logistiques » souvent durs et exposés. Pourtant, la transition écologique et solidaire nécessite qu'une réflexion globale s'engage, car les inégalités de revenus et de patrimoine jouent défavorablement en matière d'écologie (exemple difficulté pour une grande partie de la population d'acheter des produits bio ou locaux ou d'investir dans la rénovation de leurs logements, priorité à la fin du mois plutôt que fin du monde). Cette réflexion globale sur les inducteurs de la rémunération n'a jamais eu lieu depuis un siècle et tout reste à définir en matière d'outil qui permettrait de modifier cette grille.

**Mesure 4 : engager une profonde réflexion sur la valeur du travail et sa rémunération, voire sur la transmission du patrimoine qui est le principal facteur d'inégalité dès la naissance. Lutter contre les écarts de pouvoir d'achat par une remise à plat de la fiscalité sur la consommation des ménages.**

La crise sanitaire conduit les gouvernements et les banques centrales à dégainer des « bazookas » budgétaires et monétaires pour atténuer autant que possible l'impact économique de la crise sanitaire. Ces mesures sont louables et salutaires, mais elles ne sont efficaces que pour traiter une crise de court terme, pas une transformation de long terme comme la transition écologique.

Si à court terme il est compréhensible que les aides soient peu différenciées parce qu'il faut maintenir l'ensemble du système productif, il est essentiel que l'ensemble des investissements réalisés dans les prochaines décennies soient dirigés vers une économie bas-carbone et

soutenable. Cela ne se fera pas spontanément car les règles du jeu actuelles de l'économie n'y incitent pas. Pourquoi un investisseur se limiterait-il à n'investir que dans les entreprises bas-carbone ? Aucun prix mondial du carbone ne l'y incite et les prix du pétrole et du gaz sont au plus bas. Pourquoi un investisseur investirait-il dans une aciérie électrique européenne ou un bateau à hydrogène<sup>1</sup> alors que leurs coûts d'achat et d'exploitation sont supérieurs à leurs homologues à énergies fossiles ? Pourquoi un ménage se priverait-il de construire une maison péri-urbaine dès lors que de nombreux terrains sont disponibles et que les aménagements routiers lui permettent d'utiliser sa voiture sans difficulté ?

**Mesure 5 : engager une profonde réflexion sur le système économique et financier permettant la valorisation des critères sociaux et écologiques. Définir des leviers qui permettent de discriminer positivement les investissements bas-carbone et soutenable pour la biodiversité. Il pourrait s'agir d'outils fiscaux adossés à des systèmes de scoring/comptabilité carbone. Par exemple en fonction de leur « score » les entreprises ou supports d'investissements bénéficieraient d'un bonus/malus fiscal (impôt sur les sociétés, taxation des plus-values, dispositifs de suramortissement).**

**Mesure 6 : doter l'UE d'objectifs et d'une politique en matière d'investissements de l'épargne européenne vers le bas-carbone.**

En dernier lieu, la crise sanitaire pose la question du sens de l'expression « faire Nation ».

La crise agit en effet comme liant national, capable de ressouder les citoyens. Pourtant, elle met en avant toutes les fractures et individualismes de nos sociétés européennes : non-respect des gestes barrières et du confinement par certains, absence d'unité nationale parmi les politiques, différence majeure dans la manière dont chacun vit le confinement selon qu'il vit dans une barre d'immeuble ou dans une maison avec jardin, manque de solidarité européenne. Elle fait aussi de l'autre un facteur de risque et peut attiser la méfiance et le repli communautaire ou national. Une fois la crise sanitaire passée, comment remobiliser une unité nationale, voire européenne, dans la durée sur un thème comme la transition écologique ? La réponse réside sans doute sur un double changement :

- D'une part, un changement de métrique, envisagé de longue date mais jamais mis en œuvre : arrêter de mesurer le succès de notre société uniquement par le taux de croissance du PIB et le taux de chômage, au profit d'autres indicateurs quantifiant le « bien-vivre » et la justice sociale. Depuis des décennies en effet tous les dirigeants politiques ont basé leurs programmes sur l'augmentation de la croissance et la baisse du chômage. Même lorsqu'ils y sont parvenus (la croissance française du PIB est notable depuis 30 ans), les populismes n'ont cessé de croître marqués par la défiance et la dénonciation des inégalités. Cette divergence montre que le PIB n'est pas suffisant à lui-seul pour caractériser le bien-être et le niveau de développement de notre société.
- D'autre part, redonner des marges de manœuvres aux hommes politiques notre société ouverte et mondialisée, ce qui renvoie largement à la souveraineté industrielle. Quel est le réel pouvoir aujourd'hui d'un dirigeant d'un pays comme la France ou même de l'Union européenne pour défendre le bien-être de ses habitants quand sa production

---

<sup>1</sup> Ces deux exemples sont choisis car ils sont réels et parce qu'il s'agit d'actifs à longue durée de vie : tous les bateaux et aciéries construits aujourd'hui seront encore en activité en 2050.



industrielle et ses normes sociales sont en concurrence avec les pays à bas coûts ? Comment un citoyen Français peut-il avoir confiance dans des responsables politiques quand ceux-ci n'ont pas d'autres choix que d'expliquer qu'ils ne peuvent rien faire ou presque face aux monopoles numériques des GAFAs (qui mettent en concurrence les systèmes sociaux et fiscaux des États) et qu'ils ne peuvent imposer une mesure de bon sens comme la taxation carbone des vols vers l'Union européenne sous peine de rétorsion commerciale majeure de la Chine ? Ces questions en soulèvent deux autres : l'échelle pertinente lorsque l'on constate que l'État ne peut plus agir efficacement et la légitimité démocratique lorsque l'on constate un niveau de défiance inédit.

**Mesure 7 : créer un ensemble d'indicateurs du bien-vivre pour se dégager de la seule croissance du PIB rendant compte du développement harmonieux des pays.**

**Mesure 8 : réaligner les échelles de décision : l'échelle démocratique où les citoyens votent (c'est-à-dire l'échelle locale, nationale ou européenne) doit être mieux alignée avec l'échelle de consommation et de production.**

**Mesure 9 : utiliser le thème de la santé pour nourrir/accroître l'unité nationale en faveur du climat et de la biodiversité car la crise sanitaire montre que la santé fédère les Français. Comme l'a dit à juste titre le Président de la République, après la crise sanitaire, les Français auront du mal à accepter de respirer un air pollué.**

**Ces mesures ne constituent pas un programme de sortie de crise. Elles visent en revanche à mieux comprendre ce que nous pouvons tirer de la crise sanitaire actuelle pour se préparer à éviter et/ou à gérer les crises futures, à commencer par le changement climatique. Le confinement, la priorité à la santé, la relocalisation de productions essentielles, l'intervention massive des États et des banques centrales, sont autant de signes que des changements sont possibles et que si l'impulsion est nationale voire européenne, la mise en œuvre passe largement par les territoires et les actions individuelles. La crise sanitaire ne crée pas du jour au lendemain un monde nouveau, mais elle nous fournit des pistes pour inventer le monde d'après.**



***Osons le progrès !***

Laboratoire  
d'idées progressistes

---

